

3 juillet 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision soviétique, sur les relations franco- soviétiques, le désarmement et les relations entre l'Europe occidentale et l'Europe de l'Est, Paris, le lundi 3 juillet 1989.

QUESTION.- Monsieur le Président, le monde actuellement peut suivre facilement la régularité des contacts franco-soviétiques au sommet. Le temps dernier vous étiez en Union soviétique, maintenant vous accueillez de nouveau M. Gorbatchev à Paris, vous vous connaissez bien tous les deux, et en cette période de contact actif de l'est et l'ouest, je voudrais vous demander quel rôle attribuez-vous à ce dialogue direct, entre personnalités de l'Union soviétique et de la France.

- LE PRESIDENT.- Ce dialogue est irremplaçable, quel que soit le bon état des relations, et même dans les situations moins harmonieuses, lorsqu'on a une volonté de paix, et lorsque l'on a le sens de l'Europe, et aussi le sens de l'histoire, car on a généralement vu la Russie autrefois et puis l'Union soviétique, aborder avec la France, la plupart des grandes questions qui touchent à la vie du monde. Rien ne remplace la relation directe entre ceux qui tiennent le principal des décisions. - J'ai donc eu l'occasion de voir M. Gorbatchev, de parler avec lui, en 1985 à Paris, en 1986 à Moscou, nous ne nous sommes pas vus en 87, nous nous sommes vus en 1988. Et voilà que M. Gorbatchev vient en 89 à Paris de nouveau, c'est le bon rythme. J'ajoute qu'avec l'évolution de ce qui s'est produit en Europe, les grandes discussions qui y sont en cours, ce type de rencontre deviendra, comment dirais-je, plus ordinaire, ce qui sera une excellente chose. Je rencontre, pour des raisons multiples, constamment les principaux responsables occidentaux. Pourquoi n'y aurait-il pas aussi un rythme accéléré des relations avec le responsable principal de l'Union soviétique, une personnalité éminente qui a le sens du dialogue. Donc, j'en attends beaucoup. La France et l'Union soviétique, représentent à travers les étapes diverses de leur histoire, des facteurs permanents, qui pour les Européens ont été généralement des facteurs d'équilibre.\

QUESTION.- Monsieur le Président, comment cela se présente cette rencontre ? Quel éventail de questions pensez-vous évoquer ?

- LE PRESIDENT.- Les questions s'imposent d'elles-mêmes. Il y a d'une part le problème du désarmement. J'ai été très heureux de voir, au cours de ces dernières années, le nouveau cours pris par ce type de débat, car au fond, depuis la dernière guerre mondiale, cela se traduisait toujours par un surarmement. Par une course accélérée vers des armements plus sophistiqués. Et cette course est très dommageable. Ensuite, elle expose les pays qui s'y livrent à supporter des charges énormes, des charges improductives, bref, c'est un mauvais système. Le nouvel élan donné, qui cette fois-ci va vers un réel désarmement, c'est l'intérêt du monde, c'est l'intérêt de la paix, et c'est l'intérêt de nos économies. En vérité, pour l'instant il n'y a qu'un seul véritable accord qui soit entré dans les faits, c'est celui qui a visé les armes nucléaires de moyenne portée. La double option zéro a été de ce point de vue-là la bienvenue. Et moi j'ai tout de suite approuvé cet accord. Je pense que la priorité désormais appartient au désarmement conventionnel et on est en plein dedans, on en discute, des propositions ont été faites de part et d'autre. Les dernières propositions du Président Bush ont été, je le crois, bien accueillies en Union soviétique. Et nous-mêmes, nous avons beaucoup poussé à la roue pour que dans les négociations qui se déroulent, les points de vue se rapprochent. Et nous y contribuerons pleinement.

- J'ai été également très satisfait des résultats de la Conférence sur le désarmement chimique qui s'est tenue à Paris. Désormais l'élan est donné. Et comme vous le savez les diplomates avancent dans ce domaine.

- La négociation stratégique, c'est une affaire qui concerne essentiellement encore pour un certain temps, assez longtemps, les deux plus grandes puissances. C'est-à-dire l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique. Ils ont parlé un moment donné de désarmement nucléaire, ensuite ils ont fixé des données plus précises, en parlant d'une réduction à 50 %. Quand ils en seront à 50 %, si ils y parviennent, ils seront encore très loin au-dessus de ce que peuvent faire les autres, donc on a le temps d'en reparler. En tout cas c'est une voie, une direction souhaitables. Enfin, il reste la fameuse discussion sur les armes nucléaires à très courte portée. Les dernières décisions de l'OTAN à Bruxelles me paraissent de bonnes décisions, c'est à partir de 1992 que le besoin réel se fera sentir d'une éventuelle modernisation mais il faut que d'ici là la diplomatie reprenne ses droits et que de part et d'autre on veille à ne pas surarmer, alors que le mouvement général c'est le désarmement. Voilà un sujet très important qui occupera une part de nos conversations.\

Le deuxième me paraît être le développement de l'Europe, que va devenir l'Europe ? Nous travaillons à l'Europe de la Communauté, la Communauté des Douze £ un certain nombre d'autres pays désirent y adhérer, il y a des accords multiples qui sont passés par cette communauté avec les pays de l'AELE, avec des pays tiers associés, même en Afrique du Nord, même au Proche-Orient. Il y a des accords passés par cette Communauté avec des pays d'Océanie, du Pacifique, et surtout de l'Afrique, au travers des accords de Lomé. Et d'autre part, à la suite de la séparation qui s'est créée au lendemain de la guerre, il y a l'Europe qui militairement se traduit par le Pacte de Varsovie, économiquement par un certain nombre d'accords de fond et de structures permanentes et idéologiquement par ce que vous savez être une certaine communauté de vues, qui bien entendu a toujours besoin d'être remise au net, entre les pays que l'on appelle - grossièrement d'ailleurs - les pays de l'Europe de l'Est. M. Gorbatchev a parlé de maison commune. C'est un très beau concept. Et je lui avais répondu, que quand on avait une maison, il fallait la meubler ! On en est là ! Il s'agit de la meubler, et de savoir comment se répartissent les appartements à l'intérieur de la même Europe. C'est un problème très difficile. C'est le problème actuel, nous en parlerons sûrement. Et puis enfin il y a la situation économique mondiale, et le règlement des conflits régionaux, il en reste. Je crois que nous aurons du pain sur la planche pendant nos conversations.\

QUESTION.- Vous avez évoqué le problème du désarmement, comment vous, voyez-vous les perspectives des négociations à Vienne et quelles mesures la France pourrait adopter pour faciliter le succès de ces négociations qui sont quand même très importantes dans le domaine du désarmement ?

- LE PRESIDENT.- Je trouve les propositions de M. Bush très bonnes. Elles méritent naturellement discussion. Tout cela doit être débattu car aucun n'a à imposer son point de vue. Mais enfin moi je soutiens ces propositions-là, et la France en prendra sa part. Donc je pense que les progrès sont réels, il faut les poursuivre, tout cela peut se régler en quelques mois si on le veut.\

QUESTION.- Monsieur le Président, bien sûr nos téléspectateurs aimeraient savoir quelle influence les contacts au Sommet, peuvent avoir sur l'ensemble de nos relations et quelle est la pratique, dans différents domaines de notre coopération bilatérale ? Qu'est-ce que cela donne ?

- LE PRESIDENT.- Notre relation bilatérale n'est pas aussi active qu'il le faudrait. Nous avons souffert d'un certain manque d'équilibre dans nos relations commerciales et je crois de réels efforts sont à accomplir dans les temps qui viennent, mais j'ai le sentiment aussi que les esprits sont préparés. Ce sont de grands pays, de nature différente, qui peuvent s'apporter beaucoup mutuellement, et je suis très favorable au développement de nos échanges. Alors, il faut en parler clairement. Les progrès sont nets surtout depuis 18 mois, un an. Il faut accélérer l'allure maintenant, parce qu'il n'est pas normal que la France notamment, ait si peu de part au développement de l'Union soviétique. Je suis tout à fait ouvert aux propositions qui nous seront faites, comme nous l'avons été au moment du gaz, par exemple, ou nous ne nous sommes pas

laissés arrêter par des arguments de circonstances qui ne nous paraissaient pas raisonnables. Il fallait établir cette relation avec l'Union soviétique, et nous l'avons fait.

- Les relations culturelles sont naturellement assez faciles entre deux pays qui se connaissent bien, qui en fait ont déjà beaucoup interpénétré leurs cultures, dans le domaine des lettres, des arts, des sciences. J'ai d'ailleurs reçu encore récemment un cosmonaute soviétique, M. Curien s'est rendu à Moscou, je vois là tout un enchaînement de bonne volonté et de nécessité qu'il faut encourager. Donc, je résumerai en disant les relations bilatérales sont bonnes. Elles ne sont pas très actives, on doit les accélérer et on doit choisir les bons terrains. J'ai lancé il y a quelques années le projet de ce que l'on a appelé l'Eureka technologique qui a donné naissance à de multiples contrats entre entreprises, encouragés par la puissance publique, entre les 18 pays qui en font partie actuellement. Moi, je trouve que l'on devrait s'ouvrir davantage encore, au delà de ces 18 pays, qui sont les 12 pays de la Communauté, plus 6 autres pays de l'Europe, mais dans laquelle il n'est pas de pays de l'Europe dite de l'Est, quoique des accords ont tendance à se multiplier avec quelques pays de cette zone-là. Il faut maintenant concrétiser tout à fait, et il n'y a pas de raison de ne pas unir quand cela est convenable, nos capacités technologiques. Au fond, d'une certaine manière, c'est ce que l'Union soviétique a fait, lorsqu'elle a associé des cosmonautes français aux expériences que je suis allés voir à Baïkonour. C'est une forme de compétition harmonieuse, dans une technologie de pointe, extrêmement sophistiquée, où l'on a montré que c'était possible. Ça marche bien, et cela établit aussi de bonnes relations entre les hommes.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez évoqué la conception de la maison commune européenne. Vous avez parlé pendant votre conférence de presse, de la possibilité de nécessité de bâtir l'Europe des Européens, mais quelles mesures pourraient entreprendre la France et l'Union soviétique pour contribuer concrètement à cette construction ?

- LE PRESIDENT.- Je vous l'ai dit, il existe pour l'instant deux Europes. Il y en a même plus de deux. Enfin, il y en a deux principales qui s'organisent chacune de son côté. J'observe que depuis quelques temps, elles ont tendance à communiquer. Il n'y a plus de barrière étanche. Des accords sont passés à l'heure actuelle entre la Communauté et plusieurs pays de l'Europe de l'Est. L'Union soviétique a des conversations constantes avec l'ensemble des institutions européennes. D'ailleurs M. Gorbatchev lui-même établit un contact personnel avec plusieurs de ces institutions et en tout cas l'institution parlementaire. Il y a donc toute une marche en avant qui montre que nous pouvons commercer davantage, réduire les lieux jusqu'ici interdits, participer autant que possible, à des colloques et à des conférences communes. Prenez le problème de l'environnement, il nous est commun. Pourquoi ne pas traiter en commun ce type de problème ? Ce n'est pas le seul, bien entendu.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous savez qu'il y avait au mois de juin, la réunion dans le cadre du processus d'Helsinki sur la dimension humaine, il y aura des réunions à Moscou dans deux ans. Vous avez toujours accordé une grande importance à cette coopération humanitaire entre les pays signataires de l'acte d'Helsinki, alors, est-ce que vous pensez que les Européens peuvent sentir maintenant, que l'on avance quand même dans ce processus, et la suite de l'acte final d'Helsinki.

- LE PRESIDENT.- Je l'espère bien, car cela fait partie du contrat. On n'a pas simplement décidé de parler d'économie ou de sécurité. On parle de confiance et la confiance n'existera vraiment que si nous nous référons à quelques principes communs, et parmi ces principes il y a le respect des droits des personnes, la communication des idées, bref, il faut, - c'est une expression que vous avez employée, mais elle a un sens - il faut abattre les murs qui nous séparent. Prenez sur le plan pratique et symbolique, le mur de Berlin, et puis tous les murs qui s'édifient ici ou là, que ce soient des murs en moellons, ou que ce soient des murs de barbelés, ou que ce soient des murs idéologiques, il faut les changer, et tout ce qui sera fait dans ce sens et qui permettra la libre circulation et le libre échange sera une bonne chose. Chacun y gagnera. J'aperçois de plus en plus de Français, qui connaissant mieux l'Union soviétique, s'émerveillent des richesses de création, de culture de ce peuple. Et puis on s'aperçoit tout d'un coup que, - bien entendu, je pense que les Soviétiques doivent avoir ce même type de révélation lorsqu'ils circulent dans le

pense que les Soviétiques doivent avoir ce même type de révélations, lorsqu'ils circulent dans le reste de l'Europe - l'on a quand même avancé ensemble depuis mille ans et qu'il y a déjà eu à travers les siècles, rappelez-vous le 18^{ème} siècle, des échanges considérables, et que peu à peu, cela a composé un terreau qui nous est commun. Alors, je pense que sur le plan des droits de l'homme il n'y aura pas de vraie communication sans démocratie & si le sens où nous la concevons, je ne prétends pas l'imposer à des pays comme l'Union soviétique, les démarches faites au travers de la Pérestroïka pour donner aux hommes plus de liberté, et pour donner aux institutions plus de souplesse et en même temps plus de contrôle et d'équilibre, vont dans ce sens-là. C'est-à-dire que les hommes ont besoin de liberté pour vivre et pour créer. Il fallait la leur donner, ce qui n'empêche pas les puissances publiques d'exister afin de maintenir précisément entre les différents intérêts en présence et souvent rivaux, une capacité de règlement juste. Je crois à la nécessité d'un pouvoir, encore faut-il que ce pouvoir soit ouvert à tous les besoins de l'humanité. Alors on y travaillera au cours des Conférences et moi, personnellement, je vais encourager, bien entendu, ce qui se fera à Paris, mais j'encouragerai ce qui se fera à Moscou. J'avais d'ailleurs accepté dès le point de départ que cette réunion puisse se tenir à Moscou, parce que je pense que le nouvel élan donné par M. Gorbatchev et par ceux qui l'entourent, montre une détermination que je crois remarquable.\

QUESTION.- Comme vous le savez bien, monsieur le Président, le programme de M. Gorbatchev est tellement serré, il y a beaucoup de conversations politiques, alors il n'y a pas de temps libre pour lui, mais si le dirigeant soviétique avait un peu de temps libre, ce qui est malheureusement absolument exclu, comme vous le savez, alors qu'est-ce que vous aimeriez vous-même, monsieur le Président, lui montrer en France, ce qui est peut-être parmi ce qui est peut-être pour vous personnellement le plus cher et le plus proche ?

- LE PRESIDENT.- C'est difficile à dire comme cela. D'abord, je ne vois pas pourquoi, M. Gorbatchev ne prendrait pas un peu de temps libre. Moi, je le constate pour ce qui me concerne, les voyages officiels sont beaucoup trop bourrés d'un tas d'obligations qui ne sont pas très nécessaires et il faut laisser un peu de temps à nos visiteurs respectifs, de regarder ce qui se passe autour d'eux, de prendre un moment pour écouter de la musique pour voir un musée, pour se promener dans les rues, pour regarder le paysage, on n'a pas une bonne connaissance d'un peuple, si on ne connaît pas tout cela. Mais j'espère qu'un jour, l'occasion sera donnée à M. Gorbatchev de le faire.

- Qu'est-ce que j'aimerais le voir faire ? La France ce n'est pas simplement Paris, c'est beaucoup aussi de régions dont chacune a son identité. C'est une infinité de paysages qui existent en tant que tels, qui ne se ressemblent pas et on ne peut pas connaître un peuple si on n'a pas été un peu au fond même de son pays. Je dirais qu'il faudrait se promener et réfléchir dans des pays dont personne ne parle. Moi, mon pays d'origine, ce n'est pas un pays de grand tourisme, c'est dans l'ouest de la France, le sud-ouest de la France, ce n'est pas le grand pittoresque, mais ça a une vérité profonde, des coteaux, des rivières, la proximité de l'océan, tant que l'on a pas vu cela, je crois que l'on est encore éloigné de comprendre la vérité d'un peuple. Enfin, mes vœux seront pour que M. Gorbatchev vienne et revienne, pour que nous soyons à sa disposition pour lui faire approcher autant qu'il est possible, ce que l'on appelle, ce n'est pas moi qui l'ai appelé comme cela, l'âme française, la réalité profonde du peuple. Croyez-moi, il sera le bienvenu et je l'attends avec grands plaisir.\